

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité – Travail – Progrès

CABINET DU PREMIER MINISTRE

-----

CENTRALE  
D'APPROVISIONNEMENT  
EN INTRANTS ET  
MATERIELS AGRICOLES



DIRECTION REGIONALE  
MARADI

CONSEIL NATIONAL DE  
L'ENVIRONNEMENT  
POUR UN  
DEVELOPPEMENT  
DURABLE



SECRETARIAT EXECUTIF

**Projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger »**

**Analyse des besoins et des priorités des communautés vulnérables et l'intérêt des entrepreneurs locaux à investir dans la mise en place de boutiques d'intrants sur les sites d'interventions du projet**

**Novembre 2015**

## Table de matières

Tables des illustrations .....	3
Introduction .....	5
I. Généralités et contexte de l'étude .....	6
II. Généralités sur les communes d'étude .....	8
II.1. Commune rurale de Dakoro .....	8
II.1.1. Présentation .....	8
II.1.2. Caractéristiques de l'agriculture dans la commune de Dakoro .....	9
II.2. Commune Urbaine de Roumbou .....	10
II.2.1. Présentation .....	10
II.2.2. Caractéristiques de l'agriculture dans la commune de Roumbou.....	11
II.3. Commune de rurale d'Ajékoria .....	12
II.3.1. Présentation .....	12
II.3.2. Caractéristiques de l'agriculture dans la commune d'Ajékoria.....	13
III. Objet de l'étude .....	15
IV. Méthodologie de l'étude.....	17
V. Durée de l'étude.....	20
VI. Résultats de diagnostic d'installation des BIA .....	20
VI.1. Analyse de la situation de la production agricole.....	20
VI.2. Analyse de la situation d'utilisation des intrants et matériels Agricoles.....	24
VI.3. Situation d'autoanalyse des OP .....	27
VI.4. Situation des BIA .....	28
VI.5. Estimation des besoins en engrais .....	30
VII. Conclusions et Recommandations.....	32

## Tables des illustrations

### Liste des tableaux

<b>Tableaux</b>	<b>Titre</b>	<b>Page</b>
Tableau 1	Situation de la production agricole de la CU de Dakoro	21
Tableau 2	Situation de la production agricole de la CR de Roumbou	22
Tableau 3	Situation de la production agricole de la CR de d'Ajékoria	22-23
Tableau 4	Situation d'utilisation des intrants et matériels agricoles dans la commune de Dakoro	24-25
Tableau 5	Situation d'utilisation des intrants et matériels agricoles dans la commune de Roumbou	25
Tableau 6	Situation d'utilisation des intrants et matériels agricoles dans la commune d'Ajékoria	25-26
Tableau 7	Situation des OP dans 3 communes	27
Tableau 8	Situation des BIA dans 3 commune	28
Tableau 9	Estimation des besoins en NPK et Urée dans 3 communes	30

## **Sigles et Abréviations**

**AGV** : Assemblée Générale Villageoise

**BIA** : Boutiques d'Intrants Agricoles

**BIAZ** : Boutiques d'Intrants Zootechniques

**CAIMA** : Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles

**CDA** : Chef de District Agricole

**CSP** : Conseil Sahélien des Pesticides

**CNEDD** : Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable

**CR** : Commune Rurale

**CU** : Commune Urbaine

**DAP** : Di-Ammonium -Phosphate

**DDA** : Direction Départementale de l'Agriculture

**EPI** : Equipement de Protection Individuelle

**FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

**FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine

**FEM** : Fonds pour l'Environnement Mondial

**ONG** : Organisation non gouvernementale

**OP** : Organisation paysannes

**PMA** : Pays les Moins Avancés

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**RGP** : Recensement Général de la Population

## Introduction

Le projet Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger (ABC-Maradi) rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA). Il a été obtenu grâce au financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le projet a pour tutelle le Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un développement Durable (SE/CNEDD), Cabinet du Premier Ministre.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Projet ABC-Maradi développe une approche de partenariat autour de laquelle un certain nombre d'acteurs dont la CAIMA Maradi ont été ciblés et retenus. C'est ainsi que dans le cadre de la mise en place des boutiques d'intrants agricoles, il a été demandé à la CAIMA d'élaborer une étude portant sur « l'analyse des besoins et des priorités des communautés vulnérables et de l'intérêt des entrepreneurs à investir dans la mise en place de boutiques d'intrants sur les sites d'intervention du projet ». Cette étude, qui a pour objectif d'améliorer la production agricole des zones d'intervention du projet à travers la facilitation de l'accessibilité et la disponibilité des intrants aux communautés vulnérables, s'articule autour des points suivants :

- l'analyse des besoins et priorités des communautés vulnérables par rapport à l'utilisation d'engrais dans le système de production, analyse des forces / faiblesses d'approvisionnement en intrants et les atouts /opportunités d'installation des boutiques d'intrants ;
- l'échange entre les démembrements de la CAIMA, les entrepreneurs locaux et les producteurs sur la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en intrants agricoles ;
- faire une proposition du site (lieu d'implantation ) de la mise en place des boutiques d'intrants au niveau de l'unité d'intervention des communes de Ajekoria ,Azagor , Dakoro, Korahane et Roubou ;
- l'échange avec les producteurs et/ou organisations des producteurs sur les conditions financières et matériels d'installations des boutiques d'intrants agricoles (contributions des bénéficiaires).

## I. Généralités et contexte de l'étude

Le Niger est classé parmi les Pays les Moins Avancés (PMA), où environ 80 % de la population est rurale. Et en dépit d'un potentiel important en terres irrigables, l'agriculture qui constitue la principale source alimentaire et des revenus de population reste encore essentiellement pluviale, donc particulièrement dépendante et vulnérable aux aléas climatiques. La pluviométrie annuelle est très variable dans le temps et dans l'espace, rendant le pays extrêmement vulnérable aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

On note une forte dégradation du potentiel productif (agriculture, élevage, pêche, etc.), une dégradation poussée des écosystèmes (sécheresse, déforestation, érosions, etc.), et des dégâts inestimables, tous engendrés par les changements climatiques : insécurité alimentaire, intensification des catastrophes naturelles, recrudescences des maladies, réduction de la biodiversité animale et végétale, etc.

Pour faire face à cette situation qui ruine les conditions de vie des couches vulnérables et qui compromet les efforts du développement durable, le Niger à l'instar des autres pays du groupe des Pays les Moins Avancés (PMA) a sollicité et obtenu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) un appui financier pour identifier les besoins urgents et immédiats et développer ses capacités dans le domaine de l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques.

Le Projet ABC s'inscrit dans ce cadre et constitue un cadre dynamique et flexible permettant d'orienter et de coordonner les activités prioritaires en matière d'adaptation au niveau régional.

Ce projet a pour objectif de renforcer la capacité de réaction et d'adaptation des services administratifs / techniques de soutien aux communes pour permettre la génération d'une masse critique de résilience communautaire aux changements climatiques et de parvenir à une économie plus résiliente au climat dans la région de Maradi. Pour atteindre cet objectif, deux effets sont attendus : (i) l'information

nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales , les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des communes prioritaires de la région de Maradi ; (ii) des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle , diffusées et mises en œuvre au sein des communes prioritaires dans la région de Maradi .

Pour la mise en œuvre de ses activités notamment celle liée à l'approvisionnement en intrants agricoles des producteurs, il est prévu une étude sur l'analyse des besoins et des priorités des communautés vulnérables et l'intérêt des entrepreneurs locaux à investir dans les sites d'intervention du projet.

Pour faciliter aux producteurs cet accès physique en intrants, certes la CAIMA a créé des points de vente dont le nombre s'élève aujourd'hui à 242 répartis dans les 8 régions du pays, mais ces intrants ne sont pas accessibles à tous les producteurs. D'une part, le mode de conditionnement des engrais, généralement en sac de 50 kg mis en vente par cette institution au niveau de ses différents points de vente, n'est pas adapté à la faible demande des producteurs et productrices les plus pauvres qui n'achètent généralement que quelques kilogrammes. La demande en intrants de la plupart des petits producteurs et productrices porte sur de très faibles quantités du fait de leurs maigres ressources financières. D'autre part, les points de vente de la CAIMA se limitent dans la plupart des régions au niveau commune, ce qui constitue une réelle difficulté dans cette chaîne d'approvisionnement en intrants agricoles des producteurs se trouvant dans les grappes de villages et villages reculés.

Comme nouvelle dynamique, le projet s'est engagé à développer un partenariat avec la CAIMA afin de faciliter l'accès en intrants et matériels agricoles aux producteurs dans cinq (5) des communes vulnérables de ces zones d'intervention, à savoir Dakoro , Ajekoria , Roumbou , Azagor et Korahane. Pour ce faire, le projet a confié l'étude portant sur « l'analyse des besoins et des priorités des communautés vulnérables et l'intérêt des entrepreneurs locaux à investir dans la mise en place de boutiques d'intrants sur les sites d'interventions du projet », objet des présents termes de référence de l'étude.

## II. Généralités sur les communes d'étude

### II.1. Commune rurale de Dakoro

#### II.1.1. Présentation

D'une superficie de 100 km<sup>2</sup> soit 5,65 % de celle du Département, la commune urbaine de Dakoro est située dans la partie Nord – Ouest du département.

La population est estimée à 55.809 habitants en 2008 avec 83 villages administratifs et tribus rattachés. La commune fait frontière à l'Est et au Sud avec la commune de Lallé, au Nord par les communes de Roumbou, Azagore et le département de Bermo, à l'Est par la commune rurale de Bader Goula et à l'Ouest par la commune de Korahane.

Elle présente une morphologie dunaire relativement plate avec de nombreuses vallées sur environ tous les 15 km. En outre, elle est traversée d'Est en ouest par de vallée fossile de la Tarka peuplée d'arbres (Acacia et Balanites) et d'arbustes et se situe dans la zone agro pastorale ou intermédiaire.

La commune urbaine se caractérise par deux saisons :

- ✓ une saison sèche d'Octobre à Mai avec une période d'hiver qui s'étend de Novembre à Février marqué par des vents poussiéreux ;
- ✓ une saison pluvieuse généralement fin Mai à Octobre dans la période décade ;

Le climat est de type sahélien avec des températures basses de 13°C en février et hautes de 40°C en Avril, avec une pluviométrie moyenne annuelle variant entre 350 et 400 mm.

### ***II.1.2. Caractéristiques de l'agriculture dans la commune de Dakoro***

L'agriculture constitue la principale activité économique et de subsistance des populations de la commune urbaine de Dakoro car c'est grâce à elle que le pouvoir d'achat des ménages est constitué et rentabilisé. Elle est une activité économique de grande importance. Les principales spéculations sont : mil, sorgho, niébé, arachide. L'agriculture irriguée (activités de contre saison) est presque inexistante.

La production est dominée par les cultures pluviales (mil ; sorgho, niébé...) pratiquées en association sur près de 90% des superficies exploitées.

Pour toutes les spéculations, la production est en grande partie fonction de l'abondance et de la régularité des pluies tombées au cours de la campagne hivernale mais aussi de l'absence des attaques des prédateurs et autres ennemis de cultures.

Avec la baisse progressive des pluies dans la zone, on a enregistré ces dernières années des déficits céréaliers très importants ; ce qui plonge les populations dans une situation d'extrême dépendance.

Les producteurs utilisent des outils traditionnels comme la daba, hilaire, houe, cependant, la culture attelée est aussi utilisée.

Le mil et le sorgho sont les principales cultures vivrières dans la commune. Les familles réservent un espace étendu l'exploitation collective.

Ainsi, plusieurs variétés des céréales sont cultivées pour l'alimentation quotidienne. Une partie de la récolte est stockée pour les besoins quotidien et le reste vendues pour subvenir à d'autres besoins.

Le niébé constitue la principale culture de rente de la commune. Sa production ne cesse de s'accroître sous l'impulsion d'organismes étrangers. Les producteurs s'adonnent de plus en plus à cette culture qui leur procure de revenus.

Le maraîchage est une activité très peu développée dans la commune Dakoro voire même inexistante du fait de l'absence de points d'eau permanent. Il est pratiqué au niveau de quelques points d'eau tels que la grande mare de Dakoro, le périmètre de culture des groupements féminins ou l'on produit quelques légumes en quantité très faible (salade, tomate, oignons, chou).

## **II.2. Commune Urbaine de Roumbou**

### ***II.2.1. Présentation***

La Commune Urbaine de Roumbou est l'une des douze (12) communes du département de Dakoro. Elle est située entre 14°57 et 14°97 de latitude Nord, et entre le 6°70 et 7°34 de longitude Est à une quarantaine de kilomètre au Nord – Est de Dakoro, chef-lieu du département.

La commune comprend 22 villages administratifs et compte 14977 habitants en 2014 (taux d'accroissement appliqué de 4,01 %) dont 7541 hommes (50,35%) et 7436 femmes (49,65%). Les jeunes constituent 60% de la population soit 8986. Les principales ethnies sont composées des haoussas (majoritaires), des touaregs et des peulhs.

Cette unité territoriale créée par la loi N°2002-014 du 11 /06/2002 à un conseil municipal qui compte 11 membres dont 2 femmes au dernier mandat.

L'Agriculture et l'élevage constituent les deux principales activités socio-économiques des populations de la commune.

### ***II.2.2. Caractéristiques de l'agriculture dans la commune de Roumbou***

L'agriculture est incontestablement la première activité économique dans la Commune rurale de Roumbou car elle occupe plus de 90% de la population. La place prépondérante qu'occupe cette activité dans le tissu économique local peut être appréhendée à un double point de vue : fourniture à la population des moyens d'existence au plan alimentaire et génération des ressources financières par la vente des produits des cultures de rente et éventuellement des surplus des récoltes. Cette agriculture est essentiellement pluviale sur toute l'étendue de la commune.

Les cultures pluviales sont de deux types :

Les cultures vivrières : il s'agit du mil et du sorgho. Ces deux spéculations sont cultivées sur des sols sableux soit en association entre elles soit avec d'autres espèces telles le niébé ou l'arachide.

Les cultures de rente : ce sont surtout le niébé et l'arachide. Ils sont cultivés sur les sols sableux comme les précédentes en association. La production de ces cultures est destinée pratiquement à la vente même si une certaine quantité est auto consommée. La culture de l'arachide est peu pratiquée au niveau de cette commune.

Les superficies emblavées ne font qu'accroître au détriment des aires de pâturage.

Cette agriculture garde encore un caractère extensif, essentiellement manuelle faisant appel à des outils rudimentaires (hilaires, daba, ...). Cependant, la culture attelée est aussi utilisée mais à faible échelle. Il a été identifié à cet effet 140 charrues sur l'ensemble des villages.

Mais avec le début d'intervention de certains partenaires dans la commune, on tend vers un changement de système avec la perception des phénomènes de changements climatiques. Des multiplicateurs des semences améliorées sont en

train d'être formées en techniques de production par le PNUD/FEM à travers le PANA-Résilience, l'ONG AGIR et l'ONG ALAD qui mettent à la disposition des paysans des semences améliorées : HKP pour le mil, Mota Maradi pour le sorgho et K VX pour le niébé. Cette initiative qui rentre dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies d'adaptation aux changements climatiques est à encourager.

L'engrais minéral est très peu utilisé faute de moyens, cependant l'utilisation de la fumure organique est répandue. Mais là aussi, les producteurs sont limités faute des moyens de transport. Malgré cela, les délégués des villages constituant les centres de regroupement affirment que leurs productions ne couvrent pas leurs besoins alimentaires annuels. Tous les villages de la commune sont dans une situation de déficit alimentaire chronique.

Quand les campagnes sont bonnes, on assiste souvent à des bradages des récoltes. Les commerçants ambulants sillonnent de village en village et fixent les prix des céréales à leur gré. Cette situation n'est pas de nature à sécuriser le producteur.

## **II.3. Commune de rurale d'Ajékoria**

### ***II.3.1. Présentation***

La commune Rurale d'Ajékoria est située dans la région de Maradi, département de Dakoro, et fait partie des 5 communes (Kornaka, Mai Yara, Dan Goulbi, Sabon Machi, et Adjékoria) du canton de Kornaka. Le chef-lieu de la commune qui est Adjékoria se trouve à 105 km de Maradi, et à 25km au sud de Dakoro sur la route bitumée Dakoro-Maradi.

La commune rurale d'Adjékoria a une superficie de 1890 km<sup>2</sup> (source : PDC 2015) pour une population estimée à 79 108 habitants dont 39 237 hommes et 39 871 femmes en 2012 (résultats définitifs RGP/H2012) répartie dans 118 villages dont 83 villages administratifs, 35 hameaux rattachés (source : PLEA 2013). La densité moyenne de la population est de 41, 85 habitants/km<sup>2</sup>. Les principales groupes ethniques sont composés des Haoussas groupe

majoritaire, des Touaregs et des Peulhs. Les principales activités économiques de la population sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

La commune rurale d'Adjékoria a un climat de type sahélien marqué par la continentalité, avec une pluviométrie moyenne annuelle de 350 mm mal répartie dans le temps et l'espace.

La commune rurale d'Adjékoria est limitée :

- au Nord par les communes rurales de Birni Lalé et Korahane ;
- à l'Est et au Sud par la commune rurale de Kornaka ;
- à l'Ouest le département de Madaoua, Bouza et la commune rurale de Dan Goulbi.

### ***II.3.2. Caractéristiques de l'agriculture dans la commune d'Adjékoria***

L'agriculture est la première activité économique de la commune. Elle est pratiquée par toutes les couches sociales. L'amélioration des conditions de vie des populations passe par le développement soutenu de la production agricole. L'agriculture repose sur des sols dunaires. Les principales spéculations cultivées sont : mil, sorgho, niébé, arachide. Les productions sont en grande partie autoconsommées. Toutefois une partie est vendue surtout l'arachide et le niébé pour la satisfaction des besoins financier des ménages. Le mode d'accès à la terre se fait par héritage. La forte démographie qui caractérise la zone entraîne une surexploitation des terres déplaçant ainsi le front agricole vers les aires sensées être réservées aux parcours des animaux.

Les moyens de productions restent archaïques (hilaires) et le manque de revenus suffisants empêche aux producteurs de se doter des facteurs essentiels de production (engrais, équipements agricoles...). Ce qui explique en partie la baisse de la productivité de ce secteur. Les contraintes qui freinent le développement agricole se résument comme suit : pauvreté des sols, insuffisance des terres de culture, insuffisance des pluies, insuffisance de matériels modernes de production, faible utilisation des semences améliorées,

des engrais chimiques et des pesticides dépenses ostentatoires après les récoltes, insuffisance des BC...

Pour lever ces contraintes, les solutions suivantes sont proposées : lutter contre la chute de la fertilité des sols par des actions de reboisement et d'amendement chimique, promotion des cultures irriguées où c'est possible, développer les cultures de rente (comme le manioc), sensibilisation/formation et réorganisation des coopératives agricoles, sensibilisation contre les dépenses ostentatoires et les gabegies alimentaires post-récolte

Cependant, la commune peut miser sur les potentialités suivantes : la disponibilité des aires cultivables, l'existence d'une main d'œuvre suffisante, l'existence d'un environnement partenarial favorable au développement.

### III. Objet de l'étude

Le projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger », œuvre pour l'amélioration de la production agricole dans ses zones d'intervention à travers la facilitation de l'accessibilité et de la disponibilité des intrants agricoles aux communautés vulnérables.

Dans la mise en œuvre de ses activités, le projet aura à mettre en place des BIA au niveau de ses communes d'intervention.

Ainsi, une étude des besoins prioritaires d'installation et d'investissement dans la mise en place des nouvelles BIA est entreprise dans trois communes de ses zones d'intervention. Cette étude vise la mise au point et la diffusion des innovations techniques sur un diagnostic des contraintes limitant la production agricole en impliquant les producteurs aux différentes phases du processus et en développant un partenariat avec la CAIMA pour faciliter l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles des BIA qui seront installées. De façon spécifique, l'étude vise à :

- analyser les besoins et les priorités des communautés vulnérables par rapport à l'utilisation d'engrais et de pesticides dans le système de production, analyse des forces/faiblesses d'approvisionnement en intrants agricoles et des atouts/opportunités d'installation des boutiques d'intrants ;
- échanger avec les démembrés de la CAIMA, les entrepreneurs locaux et les producteurs sur la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en intrants agricoles ;
- faire une proposition du site (lieu d'implantation) de la mise en place des boutiques d'intrants au niveau des communes de Dakoro, Ajékoria et Roumbou ;

- échanger avec les producteurs et /ou organisation des producteurs sur les conditions financières et matériels d'installions des boutiques d'intrants agricoles (contribution des bénéficiaires et du projet).

Le choix de la promotion de ces BIA par le projet ABC-Maradi est intimement lié aux rôles diversifiés qu'elles offrent au monde rural et qui se présentent comme suit :

- faciliter l'accès et la disponibilité des intrants aux producteurs du village et des environs ;
- réduire le coût d'achat des intrants aux producteurs en zones reculées ;
- assurer la vente d'intrants agricoles au jour le jour pour répondre à la demande diffuse en petit conditionnement de 1 à 5 kg ;
- contribuer à l'épanouissement de la population en augmentant les rendements agricoles par l'utilisation de ces intrants ;
- faciliter le groupage des commandes des OP : que la boutique appartienne à un seul groupement ou à une union, le groupage des commandes doit permettre au groupement de s'approvisionner et d'approvisionner la BIA selon les fonds propres de la BIA pour assurer l'accès des intrants aux producteurs du terroir, qu'ils soient membres ou non membres de l'OP. Le rôle du gestionnaire de la BIA sera d'appuyer les OP à organiser cet exercice de regroupement des commandes pour elles-mêmes et selon la disponibilité financière de la BIA. Il doit pouvoir les aider à établir les prix de revient des intrants à acheter ;
- contribuer à l'augmentation de la superficie cultivée par la promotion de la mécanisation agricole et l'amélioration de l'irrigation : les matériels agricoles acquis par les groupements (batteuse, semoir, appareil de

traitement, motopompe, tracteurs, etc.) seront mis en location et tous les producteurs pourront y accéder ;

- assurer le traitement phytosanitaire avec les brigadiers formés au préalable pour effectuer le traitement contre une petite redevance. Le bénéficiaire achètera le produit à la BIA avec les frais de location du matériel ;
- transférer et diffuser les nouvelles technologies de production : la BIA sera le point focal au niveau du terroir pour la mise en place des démonstrations : champs écoles paysans, diffusion des résultats obtenus après démonstrations, les techniques de compostage, techniques de fabrication des produits phytosanitaires biologiques, la diffusion des techniques culturales mieux adaptées, etc. ;
- former, informer et conseiller les producteurs sur l'utilisation des intrants : des thèmes liés à l'utilisation des intrants et leurs effets sur la production pourront être animés ; les producteurs seront sensibilisés sur leurs itinéraires techniques.

#### IV. Méthodologie de l'étude

L'étude s'est déroulée en trois (3) étapes :

- **Recherche documentaire** : Il s'est agi d'exploiter l'ensemble des éléments documentaires disponibles au niveau du projet comme au niveau des services techniques (DRA, DDA) et Mairies). L'exploitation de cette documentation a permis d'appréhender au mieux la problématique et de préparer les outils de collecte des données sur le terrain.
- **Missions de collectes des données** : Deux fiches ont été élaborées pour la collecte des données sur le terrain. Il s'agit de la fiche Commune et de la fiche OP. La première a servi de recueillir toutes les informations sur la commune concernée et la deuxième a permis spécifiquement de

renseigner sur les Organisations Paysannes (OP) du site d'implantation de la BIA.

La démarche suivie par l'expert sur le terrain est participative consistant à rencontrer les principales structures concernées afin de partager avec elles l'objet de la mission et de les impliquer dans la prise de décision. Dans chacune des trois (3) communes d'intervention du projet retenues pour ce travail, d'abord des rencontres d'échange regroupant les représentants des autorités élus (maire), le directeur départemental de l'Agriculture, les représentants des BIA fonctionnelles et non fonctionnelles, les représentants des entrepreneurs locaux ont eu lieu. A ce niveau, les forces/faiblesses d'approvisionnement en intrants agricoles et les atouts /opportunités d'installation des boutiques ont été clairement ressorties. Sur la base d'un plan de répartition spatiale des BIA déjà existantes dans la commune, des nouveaux sites d'implantation de la nouvelle BIA ont été proposé lors des réunions communales selon les critères suivants :

- expression du besoin par le village ;
- le site et ses alentours constituent une zone de concentration des cultures et des producteurs ;
- position du village par rapport aux autres disposant déjà des BIA doit être au moins de 10 km ;
- le site est accessible et suffisamment fréquenté (exemple existence d'un marché hebdomadaire) ;
- la concurrence : l'inexistence d'une BIA ou d'un privé offrant le même service ;
- privilégier les villages qui n'ont aucune expérience des BIA ;
- éviter les villages qui ont une mauvaise expérience des BIA.

Au niveau du site (village) proposé, les échanges se sont déroulés sous forme d'Assemblée Générale Villageoise (AGV). Selon la démarche du

diagnostic participatif, les agriculteurs ont pu identifier les contraintes qui limitent leurs productions agricoles et des innovations en réponse aux problèmes identifiés ont été proposées. Par un brainstorming, les notions d'intrants agricoles regroupant les engrais sollicités, les pesticides, les matériels agricoles ont été présentés. Dans le même ordre d'idée, les notions de BIA (définition, caractéristiques, activités et gestion) ont été expliquées aux producteurs. L'autoanalyse des différentes OP du village (où sera installé la BIA) a permis de ressortir leur capacité organisationnelle, son expérience en matière de gestion collégiale des biens et son dynamisme dans la contribution aux Plans de Développement Villageois (PDV). Les questions liées au lieu d'implantation du magasin (disponibilité, manque du litige) et aux différentes contributions du projet et de communauté ont été traitées. A ce niveau, la population cible est bien prête à s'engager dans la construction du magasin (eau, sable).

Il a également été relevé l'existence des personnes alphabétisées ou scolarisées et intégrées dans le village pouvant occuper les postes de gérants et faire partie du comité de gestion de la BIA. A l'unanimité, au niveau de chaque site, les populations ont proposé une gestion déléguée pour garantir la pérennité de la BIA.

Toutes les données ont été collectées lors des assemblées, des entretiens directifs et lors de remplissage des fiches.

- **Analyse des données collectées** : À l'issue de la phase de terrain, les données collectées ont été traitées par l'expert en vue de leur exploitation analytique et de la rédaction du présent rapport provisoire ainsi soumis aux commanditaires.

Le rapport définitif intégrant toutes les observations sera présenté en trois (3) exemplaires reliés (1 original et 2 copies) plus une version électronique.

L'étude a été conduite par un agro- économiste, Directeur Régional de la Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles Maradi (CAIMA).

## V. Durée de l'étude

La durée de l'étude est de 15 jours calendaires conformément aux clauses de la convention du contrat réparties ainsi que suit:

- discussions sur la méthodologie et les outils de collectes deux (2) jours
- les missions de terrain pour six (6) jours.
- la recherche documentaire pour trois (3) jours ;
- le traitement et l'analyse des résultats avec la rédaction du rapport provisoire pour quatre (4) jours.

## VI. Résultats de diagnostic d'installation des BIA

### VI.1. Analyse de la situation de la production agricole

Afin de ressortir et regrouper tous les produits et/ou paramètres entrant dans le dispositif d'une BIA, des rencontres ont été organisées au niveau communes et villages. L'objectif global de ces rencontres est d'analyser l'état actuel du circuit d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles dans leurs communes respectives.

De façon spécifique, ces rencontres visent à amener les producteurs à :

- identifier eux-mêmes les points forts et faibles dans le processus d'approvisionnement de leurs localités en intrants et matériels agricoles;
- faire eux-mêmes des propositions pouvant contribuer à améliorer la situation actuelle du circuit d'approvisionnement en intrants agricoles.

Pour ce faire, une analyse des contraintes limitant la production agricole dans ces zones a d'abord été faite, les opportunités à saisir et les actions à mener pour améliorer cette production agricole ont été également dégagées. L'ensemble se résume au tableau ci-après :

**Tableau 1 : Situation de la production agricole de la commune de Dakoro**

Contraintes/difficultés	Potentialités/ opportunités	Activités/actions à mener
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Baisse de fertilité des sols (érosions, monoculture, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disponibilité des terres cultivables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Améliorer la fertilité des sols par l'apport de matières organiques et des engrais.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Méconnaissance d'utilisation des engrais et pesticides.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence des brigadiers phytosanitaires et d'agents d'encadrement services agricultures et projets/ONG ;</li> <li>➤ Existence de deux (2) radios communautaires sur un rayon de 40 km pour l'information et la sensibilisation ;</li> <li>➤ Existence des organisations de producteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sensibiliser les producteurs sur l'intérêt et la bonne utilisation des engrais et pesticides pour augmenter le rendement agricole.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Inaccessibilité des producteurs aux intrants en petits conditionnements et coût élevé de transport compte tenu de l'éloignement des villages au point de vente de la CAIMA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Possibilité de mise en place des boutiques d'intrants agricoles ;</li> <li>➤ Existence des partenaires accompagnant les OP dans la mise en place des BIA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Créer des centres de proximité de vente d'intrants agricoles de qualité et favoriser la vente en détail ;</li> <li>➤ Faire des émissions radio pour informer et sensibiliser les producteurs de l'existence des BIA et de ses services.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de formation et d'encadrement des producteurs sur les nouvelles technologies de production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence d'agents d'encadrement (CDA et animateurs du projet VNU) ;</li> <li>➤ Possibilité de financement d'activités par les projets/ONG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Former et encadrer les producteurs sur les techniques de labour, d'utilisation d'intrants et d'application des pesticides.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Vente des produits de mauvaise qualité par les entrepreneurs locaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Possibilité de collaboration avec la CAIMA et les entrepreneurs locaux pour l'approvisionnement des BIA en intrants de qualité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Approvisionner les points de vente en pesticides et engrais de qualité (NPK, DAP, et UREE).</li> </ul>

**Tableau 2: Situation de la production agricole de la commune de Roumbou**

Contraintes/difficultés	Potentialités/ opportunités	Activités/actions à mener
➤ Baisse de fertilité des sols (érosions, monoculture, etc.) .	➤ Disponibilité des terres cultivables.	➤ Améliorer la fertilité des sols par l'apport de matières organiques et des engrais.
➤ Inaccessibilité des producteurs aux intrants de qualité, en petits conditionnements et coût acceptable.	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Possibilité de mise en place des boutiques d'intrants agricoles en collaboration avec la CAIMA;</li> <li>➤ Existence des radios communautaires de Dakoro captées dans la commune pour l'information et la sensibilisation ;</li> <li>➤ Existence des partenaires accompagnant les OP dans la mise en place des BIA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Créer des centres de proximité de vente d'intrants agricoles de qualité et favoriser la vente en détail ;</li> <li>➤ Faire des émissions radio pour informer et sensibiliser les producteurs de l'existence des BIA et de ses services.</li> </ul>
➤ Insuffisance de formation et d'encadrement des producteurs sur les nouvelles technologies de production.	➤ Existence des partenaires techniques et financiers : projets /ONG (SAREL, ABC, FAO, etc.).	➤ Former et encadrer les producteurs sur les techniques de labour, d'utilisation des intrants.

**Tableau 3 : Situation de la production agricole de la commune d'Ajekoria**

Contraintes/difficultés	Potentialités/ opportunités	Activités/actions à mener
➤ Baisse de fertilité des sols (érosions, monoculture, etc.)	➤ Disponibilité des terres cultivables .	➤ Améliorer la fertilité des sols par l'apport de matières organiques et des engrais.
➤ Insuffisance de connaissance des producteurs sur les techniques d'utilisation d'intrants agricoles (spécialement les engrais et pesticides).	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence des brigades phytosanitaires et d'agents d'encadrement service agriculture et projets ;</li> <li>➤ Existence de deux radios communautaires de Dakoro captées dans la commune pour l'information et la sensibilisation des producteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sensibiliser les producteurs sur l'intérêt et la bonne utilisation des engrais chimiques, des produits phytosanitaires ;</li> <li>➤ Former et encadrer les producteurs sur les nouvelles technologies de production agricole ;</li> <li>➤ Faire des émissions radio pour informer et</li> </ul>

		sensibiliser les producteurs de l'existence des BIA et de ses services ;
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Inaccessibilité des producteurs aux pesticides et engrais en petits conditionnements et de qualité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Possibilité de mise en place des boutiques d'intrants agricoles en collaboration avec la CAIMA ;</li> <li>➤ Existence des organisations de producteurs ;</li> <li>➤ Existence des partenaires accompagnant les OP dans la mise en place des BIA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Créer des centres de proximité de vente d'intrants agricoles de qualité (BIA) et favoriser la vente en détail.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de formation, de suivi et d'encadrement des producteurs sur les nouvelles technologies de production ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence des partenaires techniques et financiers : ONG et projets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Former et encadrer les producteurs sur les techniques de labour, d'utilisation d'intrants.</li> </ul>

Les tableaux (1, 2 et 3) montrent que les situations sont presque similaires dans les trois communes : de façon générale, les productions agricoles sont essentiellement pluviales et les faibles rendements obtenus sont dus à la faible fertilité des sols combinée à la mauvaise qualité des semences, à la pression parasitaire et aux effets néfastes du climat (pluviométries faibles et mal réparties, érosion, etc.). Les mauvaises conditions de production à savoir les matériels entrant dans la chaîne de production qui sont encore traditionnels, les techniques culturales rudimentaires, l'insuffisance d'encadrement, etc., compliquent d'avantage la situation.

Compte tenu des besoins alimentaires croissants liés à l'augmentation galopante de la population, des nouvelles actions d'amélioration des rendements agricoles sont nécessaires afin de garantir une sécurité alimentaire durable. Parmi ces actions, la promotion et la diffusion des nouvelles technologies de productions agricoles sont plus que nécessaires. Ces technologies doivent intégrer la promotion de l'utilisation des intrants (engrais, pesticides etc.) et matériels agricoles (houes, semoirs, motopompes, moulins, etc.) de bonne qualité à un prix abordable.

La sensibilisation, la formation et l'encadrement des producteurs sur la bonne utilisation de ces intrants et matériels agricoles multiplieront sans doute les chances d'une bonne réussite dans l'amélioration des productions agricoles.

## VI.2. Analyse de la situation d'utilisation des intrants et matériels Agricoles.

Au niveau des villages proposés pour abriter la nouvelle BIA lors des réunions communales, la situation d'accès et d'utilisation des intrants et matériels agricoles a fait l'objet d'une revue à travers une Assemblée Générale Villageoise (AGV). A l'occasion de cette AGV, l'auto-analyse des différentes OP a été réalisée. L'ensemble de la situation d'utilisation des intrants et matériels agricoles est synthétisée dans les tableaux 2a, 2b et 2c ci-après :

**Tableau 4 : Situation d'utilisation des intrants dans la commune de Dakoro**

Intrants	Source	Contexte actuel d'utilisation	Perspectives
<b>Engrais</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ CAIMA</li> <li>➤ Marchés locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indisponibilité et inaccessibilité : un seul point de vente pour la commune ;</li> <li>➤ Coût élevé d'achat des engrais sur le marché : soit 18000 FCFA/sac.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Créer des centres de proximité de vente pour réduire le coût et assurer la qualité et la disponibilité ;</li> <li>➤ Favoriser la vente en détail à travers les BIA ;</li> <li>➤ Disposer des types les plus utilisés : NPK, DAP et Urée ;</li> <li>➤ Sensibiliser/former les producteurs sur les technique d'utilisation.</li> </ul>
<b>Fongicides et Pesticides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etat (Agriculture) et Collectivité (Mairie) ;</li> <li>➤ Marchés locaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance/indisponibilité des produits de qualité ;</li> <li>➤ Coût élevé ;</li> <li>➤ Méconnaissances d'utilisation des produits : « les producteurs utilisent les produits par imitation » ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disposer des intrants suffisants et de bonne qualité : fongicides et produits de traitement ;</li> <li>➤ Avoir des EPI et appareils adéquats</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Manque des matériels de traitement (EPI, appareil de traitement) ;</li> <li>➤ Insuffisance d'encadrement et des conseils.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>de traitement ;</li> <li>➤ Former les producteurs sur les techniques d'utilisation ;</li> <li>➤ Suivre et encadrer les producteurs sur le terrain.</li> </ul>
--	--	---	--

**Tableau 5 : Situation d'utilisation d'intrants dans la commune de Roumbou**

Intrants	Source	Contexte actuel d'utilisation	Perspectives
<b>Engrais</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ CAIMA</li> <li>➤ Marchés locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de sensibilisations sur les techniques d'utilisation ;</li> <li>➤ Manque d'agent agricole</li> <li>➤ Manque du point de vente de la CAIMA ;</li> <li>➤ Manque de vente en détail ;</li> <li>➤ Manque des entrepreneurs locaux .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Favoriser la vente en détail à travers les BIA ;</li> <li>➤ Disposer des types les plus utilisés : NPK, DAP et Urée ;</li> <li>➤ Sensibiliser/former les producteurs sur les technique d'utilisation</li> </ul>
<b>Fongicides et Pesticides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etat (Agriculture) et Collectivité (Mairie) ;</li> <li>➤ Marchés locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Produits achetés sur les marchés sont de mauvaise qualité ;</li> <li>➤ Coût élevé</li> <li>➤ Insuffisance/indisponibilit é des produits ;</li> <li>➤ Insuffisance de connaissances d'utilisation et des matériels de traitement (EPI, appareil de traitement)</li> <li>➤ Mauvais stockage des produits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disposer des intrants suffisants et de bonne qualité : fongicides, produits de traitement de criquets, etc. ;</li> <li>➤ Avoir des EPI et appareils adéquats de traitement ;</li> <li>➤ Former les producteurs sur les techniques d'utilisation.</li> </ul>

**Tableau 6: Situation d'utilisation des intrants dans la commune d'Ajekoria**

Intrants	Source	Contexte actuel d'utilisation	Perspectives
<b>Engrais</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ CAIMA ;</li> <li>➤ Nigéria.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance des engrais de qualité car ceux achetés de Nigéria sont en majorité mauvais ;</li> <li>➤ Manque de point de vente de la CAIMA ;</li> <li>➤ Insuffisance de sensibilisations sur les techniques d'utilisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Favoriser la vente en détail à travers les BIA ;</li> <li>➤ Disposer des engrais de bonne qualité : NPK, DAP et Urée ;</li> <li>➤ Sensibiliser/former les producteurs sur les technique d'utilisation.</li> </ul>

<b>Fongicides et Pesticides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etat (Agriculture) et Collectivité (Mairie) ;</li> <li>➤ Marchés locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Produits de très mauvaise qualité achetés sur le marché ;</li> <li>➤ Insuffisance/inaccessibilité à des produits de bonne qualité ;</li> <li>➤ Insuffisance de connaissances d'utilisation et des matériels de traitement (EPI, appareil de traitement).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disposer des intrants suffisants et de bonne qualité surtout les produits phytosanitaires</li> <li>➤ Avoir des EPI et appareils adéquats de traitement ;</li> <li>➤ Former les producteurs sur les techniques d'utilisation.</li> </ul>
---------------------------------	---	--	--

L'étude montre que l'inaccessibilité aux intrants est l'une des plus grande contrainte des producteurs dans le département de Dakoro.

La situation des pesticides est trop critiquée car les produits qu'on trouve sur les marchés proviennent en majorité du Nigeria. Ils sont sans étiquette précise et sont pour la plupart des pesticides non homologués par le Comité Sahélien des Pesticides (CSP).

Aussi, du fait du coût élevé du transport lié au mauvais état des routes des points de vente de la CAIMA aux zones reculées de production, le prix de revient de ces engrais devient trop élevé.

Outre la mauvaise maîtrise d'utilisation de ces intrants, surtout les engrais et les pesticides, il y a une insuffisance en matière d'appui conseil et d'encadrement des producteurs. Face à cette situation, la création des points de vente de proximité conventionnés avec la CAIMA garantira sans nul doute l'accessibilité et la disponibilité des intrants et matériels agricoles de qualité à tout moment de l'année. Les points de vente de proximité seront ravitaillés selon les demandes groupées formulées et pourront vendre en petits conditionnements (de 1 à 5Kg pour les engrais) afin de satisfaire les demandes diffuses individuelles.

Le renforcement des capacités de producteurs en techniques d'utilisation de ces intrants, l'information et la sensibilisation des producteurs sur les biens et les services de BIA, le suivi et l'encadrement de producteurs amélioreront sans doute les conditions de production dans cette zone.

### En termes de priorité :

Les 3 communes ont les mêmes spécificités : ce sont par ordre d'importance les engrais (NPK, DAP, Urée), fongicides et pesticides. Les fongicides et les pesticides constituent le problème majeur de la zone car presque tous les produits du marché sont de mauvaise qualité.

### VI.3. Situation d'autoanalyse des OP

Après la revue de la situation d'utilisation des intrants, une autoanalyse des O.P. présentes dans les villages a complété les AGV. L'ensemble est résumé dans le tableau 7 suivant :

**Tableau 7 : Situation des OP dans les 3 communes**

OP	Agreement / date de création	Adhérents	Activités collectives réalisées	Partenaires
Zoumintchi-Intouila (Dakoro)		17	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion de BI</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PAC I</li> <li>• CCA</li> <li>• SAVE</li> </ul>
Agazet-Roumbou 1		40	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>	
Hadin Kai - Falchi (Adjekoria)		77 membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>	

L'existence des OP au niveau de ces villages est un avantage en termes d'organisation des producteurs. On note une grande variabilité d'expérience en matière de gestion collective des activités du fait des possibilités non uniformes offertes par les partenaires financiers dans l'élaboration et l'exécution des microprojets par les OP. Un encadrement régulier de ces OP après le renforcement de leurs capacités en vie associative, en techniques de gestion, en formulation des besoins groupés, etc. les rendra plus opérationnelles et viables.

Après cette autoanalyse des OP, en se référant aux expériences en gestion collégiale des activités, à l'unanimité, les OP suivantes ont été choisies pour être porteuses des microprojets d'installation des nouvelles BIA :

- **Commune de Dakoro** : Comité Villageois de Développement (CVD, village d'Intouila. Les bénéficiaires directs et indirects sont constitués de la population d'Intouila et celle de tous les villages environnants. Ce village est situé à environ 25 Km de Dakoro et sur un rayon de plus de 20 Km, il n'y a pas de BIA,
- **Commune de Roumbou** : La commune dispose d'une BIA à Garin Gado , mais aucun vendeur privé d'intrants agricoles ; on note l'existence de l'unique BIAZ du village de Maigochi. Il n'existe de point de vente de la CAIMA au niveau du chef-lieu de la commune du à l'inaccessibilité de la piste.
- **Commune d'Ajekoria** :

La commune ne dispose pas de point de vente d'intrants de la CAIMA. Il n'existe aucune autre BIA.

#### VI.4. Situation des BIA

Des BIA ou BIAZ ont été visitées afin de s'imprégner de leur état de fonctionnement.

**Tableau 8 : Situation des BIA dans les 3 communes**

Communes	BIAZ	Partenaires	Observations
<b>Dakoro</b>	Intouila	PAC I	Non fonctionnelle
	Malafia	IARBIC/FAO	Fonctionnelle
<b>Adjekoria</b>	Rougouwa	PDSA I/CADEV	Fonctionnelle
	Takoida	PDSA I/CADEV	Fonctionnelle
	Boudou	PDSA I/CADEV	Fonctionnelle
	Sodani	PDSA I/CADEV	Fonctionnelle
	Goda II	PDSA I/CADEV	Fonctionnelle
<b>Roumbou</b>	Maigochi saboua	ALAD/ SAREL	Fonctionnelle
	Dan Sarko	ALAD/ SAREL	Non fonctionnelle
	Maikoulaké	ALAD/ SAREL	Non fonctionnelle

La visite réalisée au niveau des BIA a permis de relever une variabilité dans l'approvisionnement en intrants, la disponibilité des intrants et le mode de gestion de ces BIA. Ces brèves visites effectuées ne permettent pas d'évaluer la viabilité économique de ces BIA, mais tout de même permettent d'apprécier leur dispositif de fonctionnement. Ces visites ont été réalisées dans l'objectif de relever les

difficultés qui freinent le bon fonctionnement des BIA existantes afin de faire des recommandations d'amélioration au projet ABC. A l'issue de ces visites, les constats sont désolants et les projets ABC doit en tenir compte dans l'installation de ses trois (3) BIA afin d'assurer leur pérennité.

De façon générale, il a été trouvé que des stocks d'engrais ne sont pas disponibles dans la plupart des BIA et ce stock est juste constitué de quelques sacs d'urée. Par contre, au niveau de la majorité des BIA, il a été constaté qu'elles avaient rencontré des difficultés d'approvisionnement et de gestion. En plus, les BIA offraient rarement plusieurs types d'engrais, le plus souvent seulement du 15.15.15. (NPK), quelques fois de l'urée. Il n'a pas été trouvé du DAP, engrais que les producteurs préfèrent et qui est mieux adapté à nos sols.

A l'instar des entretiens réalisés avec les Comités de Gestion (COGES) de certaines BIA visitées, l'analyse de leurs situations a mis en évidence un certain nombre de problèmes parmi lesquels on retient :

- la méconnaissance du circuit d'approvisionnement : en termes d'approvisionnement auprès de la CAIMA, certes certains groupements organisent des commandes groupées, mais cela ne se fait pas sans difficultés car ils s'approvisionnent auprès des entrepreneurs locaux. ceci a pour conséquence la cherté des engrais et la qualité qui n'est pas garantie ;
- l'insuffisance de la maîtrise de la gestion qui engendre un manque de transparence et des malversations financières due aux faibles capacités des OP en matière de gestion et en vie associative. Le système de crédit instauré dans le circuit de vente a engendré la faillite de bon nombre de BIA. Dans de nombreuses BIA, les entretiens avec les responsables (là où les CODES existent encore) révélaient qu'en dehors du gérant, les autres membres du comité de gestion voir même le contrôleur, maîtrisaient très peu la gestion de la BIA, ce qui constitue un sérieux danger pour la bonne gestion, la survie et la durabilité de la BIA ;

- le manque de tenue des documents de gestion : dans l'ensemble des BIA visitées, il n'y a pas de tenue de document de gestion, il n'y a pas de compte d'exploitation ou un minimum de calcul de rentabilité de la BIA ;
- l'insuffisance dans le suivi et l'encadrement des OP : les agents décentralisés du MA (CDA) n'ont pas tous des moyens de déplacement adéquats et de budget de fonctionnement suffisant pour faire le suivi sur le terrain après la fermeture des projets promoteurs.

### VI.5. Estimation des besoins en engrais

La détermination des besoins en intrants agricoles est étroitement liée à la superficie emblavée et aux recommandations techniques. Dans le cadre de bonnes pratiques agricoles, les estimations tiennent compte de la préservation de l'environnement et des besoins de la plante en éléments nutritifs. Pour estimer les besoins en intrants agricoles de chacune des communes visitées, on s'est intéressé aux superficies emblavées au cours de quatre (4) dernières années par département car les données d'estimation des productions ne sont pas disponibles à l'échelle communale.

Mais le service de l'agriculture a permis d'avoir une idée des besoins au niveau des trois (3) communes.

Les besoins selon la direction départementale de l'Agriculture de Dakoro sont mentionnés dans le tableau suivant :

**Tableau 9 : Estimation des besoins en tonne de NPK et Urée des 3 communes**

Communes	Site BIA	Besoins en engrais		
		NPK	UREE	Total
Dakoro	Intouila	25	5	30
Adjekoria	Faltsi	25	5	30
Roumbou	Roumbou I	20	0	20
<b>Total</b>		<b>70</b>	<b>10</b>	<b>80</b>

La dose recommandée pour une bonne fumure minérale des céréales notamment le mil et sorgho tourne autour de 200 kg/ha/an (150 kg/ha/an de NPK et 50 kg/ha/an d'urée).

Il est à préciser que les réalisations ne sont que théoriques et n'intègrent pas les chiffres d'affaires des privés ambulants et des BIA par manque des données statistiques fiables. Cet exercice est fait juste pour qu'on ait une idée des besoins énormes à couvrir si l'ensemble des producteurs comprennent la nécessité d'utiliser les engrais et les utilisent selon les recommandations.

## VII. Conclusions et Recommandations

Le présent rapport d'étude met en évidence l'analyse des besoins et des priorités des communautés vulnérables et l'intérêt des entrepreneurs locaux à investir dans la mise en place de boutiques d'intrants sur les sites d'interventions du projet pour la mise en œuvre de l'activité 2.4 1 « Faciliter l'approvisionnement en intrants agricole » Il permet au projet non seulement d'y prendre connaissance mais surtout de mesurer les efforts à consentir, les défis à relever en termes de progrès à faire pour atteindre les résultats attendus sur la durée du projet.

Toutefois cela doit tenir compte d'une stratégie adéquate élaborée qui permettra à la partie exécution de se frayer facilement le chemin. Ainsi l'appréciation du niveau d'organisation des OP doit être une première étape dans le cadre du dispositif de suivi des progrès de ces BIA dans l'atteinte des objectifs et des efforts de l'équipe dans le cadre de la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Aussi, l'engagement des populations notamment les groupements, de l'équipe du projet, les autorités élus sont les facteurs déterminants pour la suite du projet.

Pour permettre une meilleure réussite dans l'installation et la pérennisation des activités de la BIA, les recommandations suivantes sont formulées :

- Construire des magasins de BIA en respectant les normes techniques ;
- Mettre à leur disposition un fond de roulement de base acceptable afin de permettre à l'OP de disposer d'un stock important et varié en engrais, pesticides et fongicides ;
- Former et accompagner les COGES en gestion (tenue des documents de gestion, élaboration des comptes d'exploitation), développement organisationnel, l'organisation des commandes groupées ;

- Dans les conventions de partenariat qui seront élaborées entre la CAIMA et ces BIA, la liaison doit être directe afin non seulement de permettre aux COGES de maîtriser le circuit d'approvisionnement mais aussi et surtout de les rendre efficaces et opérationnels même après projet ;
- Garantir une autonomie de gestion aux BIA : une formation et un accompagnement dans la mise en place d'un plan de trésorerie est nécessaire pour la survie et la durabilité des BIA. ;
- Assurer un appui-conseil-encadrement agricole et un bon suivi des OP dans la bonne utilisation de ces intrants ;
- Organiser des voyages d'échanges afin que leur fonctionnement institutionnel soit solidifié, de manière qu'elles soient des acteurs professionnels capables de poursuivre eux-mêmes les principales actions entreprises par le projet ;
- Créer un réseau d'approvisionnement impliquant les entrepreneurs locaux pour éviter une éventuelle rupture.